

<http://lepcf.fr/Les-fondations-allemandes-instrument-d-un-imperialisme-particulier-dans-un>



Les fondations allemandes, instrument d'un impérialisme particulier dans un monde globalisé par Monika



arbowska

Date de mise en ligne : samedi 23 décembre 2017

- Comprendre... - Histoire -

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

Monika a fait un brillant exposé dans ma cellule sur la fin de la Pologne populaire et la situation des travailleurs détachés aujourd'hui. Tout le monde était passionné, elle a consacré une partie de l'exposé au rôle des fondations allemandes. Sur demande des camarades, elle leur a envoyé hier une intervention qu'elle avait réalisée dans le cadre du forum alternatif Resistance de Sousse le 26 mars 2015. Je vous en fait bénéficier, en pensant que les vacances de la Noël vous rendront studieux sur un sujet aussi important pour comprendre la nature de l'UE (note de Danielle Bleitrach)



Cet article est basé sur l'ouvrage de Dorota Dakowska « Le Pouvoir des fondations, des instruments de la politique étrangère allemande », paru en 2014 aux Presses Universitaires de Rennes. Polonaise d'origine, fondatrice de l'Association des Etudiants Polonais en France en 1996, Dorota Dakowska a soutenu son DEA à l'Institut des Sciences Politiques de Paris en 1999. Son sujet était déjà les fondations en tant qu'instrument particulier des politiques de la France et de l'Allemagne à l'égard de la Pologne en transformation capitaliste. Actuellement Dorota Dakowska est maître de conférences en Sciences Politiques à l'Université de Strasbourg et son ouvrage est le fruit de 15 ans de recherche et de sa thèse de doctorat. Elle a notamment travaillé sur les archives des ministères allemands des affaires étrangères et de la coopération, sur les archives des fondations elles-mêmes mais aussi en réalisant de multiples entretiens avec les responsables politiques allemands, polonais, hongrois. L'article suivant est un condensé de ce travail de recherche complété par des expériences personnel de travail avec les fondations.

Les fondations allemandes sont riches d'une impressionnante dotation financière publique : 460 millions d'Euros leur ont été distribué pour l'année 2010, par exemple. Indissociable du système politique allemand, les fondations « participent à la mise en oeuvre de la politique étrangère et de l'aide au développement »^[1] de l'Allemagne, alors même qu'elles apparaissent dans leur communication comme des « ONG » désintéressées et oeuvrant pour des valeurs humanistes supérieures.

Les fondations politiques allemandes en tant que produit de l'histoire de la RFA

Selon le travail de recherche de Dorota Dakowska, les fondations allemandes sont issues des programmes d'éducation politique imposés à l'Allemagne vaincue par les Alliés en 1945. Mais la structure politiques de fondations et le rôle social de fondations dans la société allemande est bien plus ancien : ses racines plongent dans l'organisation sociale du 19 siècle. En effet, à l'époque, ce sont des fondations en tant qu'organismes corporatistes intermédiaires entre le capital et le travail qui mettent en oeuvre les politiques sociales de Bismarck. En 1925 est fondée la plus ancienne des fondations existantes, la Fondation Friedrich Ebert dont l'objectif était de perpétuer le souvenir du 1er chancelier de la République de Weimar. Elle était alors financée par des dons privés et dirigés par des militants socialistes. Un de ses axes de travail était le financement de bourses aux étudiants de la classe ouvrière. Interdite par les nazis, elle renaîtra en 1947 sous une tout autre forme.

Le nazisme a détruit les structures sociales et politiques de l'ancienne Allemagne. Les Alliés de la coalition anti-nazie, par la conquête de l'Allemagne et leur politique de dénazification ont dissous les structures instaurées par les nazis. Les fondations politiques allemandes sont le fruit de la « Stunde Null » (« Année zéro »), allemande, de la création des deux Allemagnes, de deux blocs antagonistes et de l'affrontement entre les deux Allemagnes. Les alliés occidentaux créent la RFA et décident de la teneur de la Loi Fondamentale allemande qui marque la démocratisation mais aussi l'occidentalisation de la nouvelle Allemagne, son arrimage au nouveau système politique occidental mis en place par les Etats Unis en Europe. Ce sont également les USA et la Grande Bretagne qui décident de la mise en place des structures étatiques de l'Allemagne occidentale encore occupée. Le Ministère des Affaires Etrangères de la RFA crée en 1950 tout d'abord comme structure dépendante de la chancellerie, donc directement de Konrad Adenauer, met en oeuvre la politique d'hostilité vis-à-vis du bloc communiste et de la RDA. La RFA ne reconnaît pas la RDA et la combat sur la scène internationale conformément à la « doctrine Hallstein ». La RFA adhère à l'OTAN en 1955 suite au rejet par le peuple français de la Communauté Européenne de Défense préconisée par les USA. En 1956 le Parti Communiste Allemand est interdit en RFA.

C'est dans ce cadre de mise en place par les Occidentaux de structures sociales et politiques nouvelles en RFA que naissent les fondations politiques. L'objectif est de former de nouveaux responsables et militants politiques acquis à la politique et aux institutions des pays occidentaux. La nouvelle fondation Ebert acquiert en 1954 sa personnalité juridique. Son objectif est alors de former de nouveaux cadres politiques du SPD et de former et influencer les chercheurs universitaires acquis aux idées socialistes. La Fondation Konrad Adenauer est créée en 1952 par les députés du CDU au Bundestag (le parti Chrétien Démocrate d'Adenauer). Elle est d'emblée financée par le CDU et dirigée par des politiques professionnels de ce parti. Deux de ces dirigeants, Bruno Hech et Konrad Kraske sont responsables des campagnes électorales de la CDU dans les années 50 et 60 et on peut dire, les artisans de ses victoires. La Fondation Friedrich Naumann est créée en 1958 par le Parti Libéral, allié des chrétiens démocrates.

Au début des années 60 les USA préconisent pour les pays du bloc de l'Ouest la stratégie de « l'aide au développement » et réorientent la politique des fondations allemandes vers l'action à l'étranger. Le but est d'influencer les Etats nouvellement indépendants en Afrique et en Asie afin de les éloigner de toute tentation de communisme et surtout d'éviter qu'ils ne reconnaissent la RDA et collaborent avec elle. Le Ministère des Affaires Etrangères allemand ne voulait cependant pas être concurrencé et il fut finalement décidé que les fondations des partis politiques allaient devenir un instrument de travail du nouveau Ministère de la Coopération de la RFA. C'est ainsi que les fondations des partis politiques de la RFA allaient devenir un outil important dans la politique anti-communiste de la « diplomatie des idées » mise en oeuvre mondialement par les pays du bloc occidental^[2].

Dans cette lutte les initiatives privées, entreprises, églises, associations étaient chargées de propager dans le monde le modèle économique, social et politique occidental. En Allemagne de très grandes entreprises comme Thyssen, Krupp, Volkswagen, créent leurs propres structures sur le modèle de la Fondation Ford. De même les fondations des partis nouent des relations étroites avec les fondations des entreprises américaines. La Fondation Ebert collabore dès le début des années 60 avec les fondations Carnegie, Ford, Kellogg, Gugenheim, Rockefeller, mais aussi avec le Council of Foreign Affairs (agence états-unienne publique pour la politique étrangère), le Conseil Mondial des Eglises et l'ONU. Elle manifeste ainsi son souci de défendre les priorités de la politique étrangère de la RFA et se définit

comme un « canal complémentaire de la politique étrangère » allemande en Afrique et Amérique Latine. A ce titre la Fondation Friedrich Ebert non seulement soutient et propage la politique ouest allemande visant à discréditer l'Allemagne de l'Est, mais aussi elle récolte des informations, forme et informe les agents du ministère des Affaires Etrangères de la RFA sur les « agissements de la RDA en matière d'infiltration politico-culturelle dans les pays en développement »[3]. C'est à cela que servent les imposantes représentations de la FES au Caire en Egypte et à Accra au Ghana au début des années 60. Très vite, la Fondation Ebert devient un « centre d'expertise » sur le Tiers Monde pour les diplomates ouest-allemands. Dès 1966 la FES dépasse en savoir faire, capacités opérationnelles et notoriété son maître américain : elle devient un « centre d'expertise » sur le Tiers Monde également pour les fondations américaines ! [4] En 1981 Ronald Reagan crée le National Endowment for Democracy sur le modèle des fondations allemandes. La NED est aujourd'hui le principal centre de financement et centre de ressources pour la mise en oeuvre des déstabilisations politiques et sociales menées par les USA dans les pays qu'ils veulent soumettre à une orientation pro-occidentale et libérale : c'est la politique du régime change et des « révolutions de couleurs », dont la Révolution Orange et le Maidan en Ukraine sont l'exemple le plus frappant. D'autres agences américaines publiques et privées, le National Democratic Institut, USAID, les fondations de Goerge Soros complètent ce redoutable dispositif.

Le financement et le fonctionnement des fondations politiques allemandes

Le financement étatique des fondations politiques allemandes est ancré dans la Constitution (Loi Fondamentale) de l'Allemagne car il découle de son article 21 : « les partis politiques participent à la formation de la volonté politique du peuple ». Les partis sont donc chargés de « former » la volonté politique des citoyens en les « instruisant » politiquement via les fondations. C'est ainsi que les fondations obtiennent chaque année une « subvention globale » et le rapport de leur activités n'est donc pas détaillé. La Commission Budgétaire du Bundestag se réunit chaque année avec les dirigeants des fondations qui discutent avec le rapporteur de la Commission de leurs actions. Les Fondations reçoivent une somme correspondante au prorata du nombre de députés de leur parti respectif[5]. Aujourd'hui en 2012, la somme globale que les fondations obtiennent est 450 millions d'Euros annuels. Aucun Etat ne peut prétendre à disposer d'un instrument de soft power en politique étrangère aussi riche, aussi structurée et aussi bien doté.

A partir des années 70 les fondations s'engagent à l'étranger grâce à des financements massifs : leur objectif est alors de « promouvoir la liberté » afin de contrer le régime soviétique partout dans le monde. Un des instruments les plus importants de cette stratégie est le financement de bourse d'études aux étudiants de pays européens afin de les former en Occident. Même si de nombreux étudiants obtiennent des diplômes techniques, les jeunes diplômés gardent des liens idéologiques et amicaux avec leurs bienfaiteurs des fondations et constituent à tout moment un vivier important pour un recrutement politique. Les fondations allemandes organisent aussi massivement des séminaires « pour encourager l'intérêt citoyen pour la vie politique et approfondir l'engagement politique »[6] ou elles propagent les idéologies occidentales - le libéralisme, les droits de l'homme, le modèle ouest-allemand de gestion économique, de fonctionnement social et politique. Elles élaborent des stratégies électorales pour les partis que la RFA veut soutenir et parfois créent de toutes pièces des partis politiques pro-occidentaux[7].

Cet interventionnisme dans le champ politique des pays du Sud n'est pas fortuit. Le BMZ, le Ministère de la Coopération allemande, a élaboré pour les fondations un programme stratégique qui reflète avant tout les intérêts de l'Etat ouest-allemand. « L'Etat octroie à certaines organisations privées allemandes dotées de différents profils politiques et idéologiques, des fonds pour qu'elles puissent mettre en oeuvre des projets de formation et des mesures de conseils avec des partenaires dans les pays en développement qui présentent aussi différentes opinions politiques et idéologiques et qui poursuivent divers objectifs politiques dans leurs pays. Ces projets de formation ont pour but d'influencer le développement de ces pays à travers une orientation de leurs élites dans un sens socio-politique déterminé » - le rapport du BMZ du 4 juin 1969, jamais publié est on ne peut plus clair.[8][i]

Il est aisé de comprendre que l'ensemble des fondations allemandes couvre TOUT le spectre politique d'un pays en développement et de ce fait peut influencer et contrôler l'ENSEMBLE de l'élite politique de ce pays. C'est bien cette « unité dans la diversité » qui fait la puissance des fondations politiques allemandes en tant qu'instrument de politique étrangère de l'Etat allemand.

Chaque fondation utilise ses propres symboles et valeurs politiques - chrétiens, socialistes, libéraux, écologistes, communistes, et mobilise des images de leaders politiques et culturels pour promouvoir son image. Ce n'est pas pour rien que la fondation chrétienne-démocrate porte le nom de Adenauer, la socialiste celle d'Ebert, que les Verts ont pu utiliser la renommée d'un écrivain nobliste Heinrich Böll, que le parti PDS puis die Linke annexe l'image mondialement connue de la leader communiste Juive et Polonaise Rosa Luxemburg pour en faire une icône du nouveau parti de la gauche anti-capitaliste allemande. Chaque fondation doit aussi dans son action à l'étranger créer des partenariats avec des organisations et groupes qui sont capables de mobiliser des images de leader locaux. Les fondations allemandes sont ainsi associées à des noms de personnalités respectables de la culture locale et ainsi elles vont attirer à elles la confiance des populations du pays ou elles agissent. Concrètement les Conseils d'Administration des fondations sont composés d'anciens ministres, de députés, de dirigeants du parti en question. Ainsi Johannes Rau et Willy Brandt ont participé à la direction de la Fondation Ebert, et Oskar Lafontaine dans celle de Rosa Luxemburg. La présence de ces hommes puissants dans les directions des fondations démontre s'il en est encore nécessaire que les fondations allemandes ne sont pas les « ONG » désintéressées qu'elles prétendent être.

Lorsque les Verts entrent au Parlement allemand en 1983, ils ne disposent pas de fondation. Le parti porte alors plainte au Tribunal Constitutionnel de Karlsruhe et obtient satisfaction en 1986. La Fondation Regenbogen (Arc en Ciel) est créée cette année là, puis, lorsque survient la réunification, les Verts absorbent le mouvement Alliance 90 issu de l'Allemagne de l'Est et la fondation Regenbogen devient la Fondation Heinrich Böll. Elle se spécialise dans la création de partis écologistes partout où cela est possible, dans la promotion des structures féministes et LGBT. Par exemple, c'est la Fondation Böll qui encourage et finance la création du parti des Verts Polonais en 2004, les premiers contacts ayant été noués avec les féministes polonaises au tournant des années 2000. De même la Fondation Böll a cherché à se faire une place en Tunisie post-révolutionnaire en finançant la création d'un parti écologiste et en démarchant (sans succès d'ailleurs) certains leaders des soulèvements tunisiens de 2008 et 2011.

L'histoire de la fondation Rosa Luxemburg est en tout point similaire. En 1990 la classe politique ouest-allemande s'attendait à voir le SED, ex parti communiste de la RDA disparaître de la scène de l'histoire. Ce ne fut pas la moindre surprise quand ce parti, transformé en PDS, non seulement survécut, mais rapidement se constitua en 2ème force politique dans les Länder de l'Est en gagnant de nombreux sièges dans les élections locales, régionales et même nationales. Comme les Verts, le PDS déposa en 1992 plainte au Tribunal de Karlsruhe et gagna en 2005 son procès. Cette année là apparut la Fondation Rosa Luxemburg qui de fait devint la Fondation du nouveau parti die Linke, justement créée alors par l'unification du PDS, des mouvements sociaux altermondialistes actifs dans les Länder de l'Ouest (WASG) et la scission Lafontaine du SPD.

C'est ainsi que les plus virulents critiques du système politique ouest-allemand non seulement intégrèrent le système dans son ensemble mais en tirèrent un grand profit financier et politique. Avec l'argent reçu des deux fondations purent salarier de nombreux militants, ouvrir des bureaux à l'étranger et étendre leur pouvoir significativement. En 2012 la Fondation Rosa Luxemburg comptait 169 employés et 16 bureaux à l'étranger. [\[9\]](#)

Le rôle des fondations dans la politiques étrangère de l'Allemagne

Le principe de subsidiarité est à la base de la construction de l'Etat ouest-allemand dès les années 40. Contrairement à la France l'Etat allemand délègue un maximum de ses tâches et responsabilités au niveau inférieur

de sa structure. Selon ce principe la politique étrangères allemande peut et doit être déléguée à des structures comme des fondations, des Eglises, des entreprises, des ONG et aussi des institutions publiques et semi-publiques autonomes. Ces entités deviennent alors des acteurs majeurs de la politique étrangère de leur pays[10].

La loi allemande distingue les « agences de mise en oeuvre » de la politique, des « agences autonomes » dépendantes des ministères. Les fondations politiques des partis sont des « agences autonomes de mise en oeuvre » de la politique étrangère allemande. L'organisation évangélique protestante « Brot für die Welt », deuxième grand bailleur de fonds du Forum Social Mondial de Tunis en 2013 et 2015 à côté de la Fondation Ebert, est ainsi une autre « agence autonome de mise en oeuvre » des intérêts nationaux de l'Allemagne. [11]. Le mot « autonome » est cependant un peu trompeur : on peut parler d'autonomie juridique mais pas d'autonomie financière puisque ces organisations sont financées à 95% par des fonds publics. Il n'est donc pas étonnant que le rapport du Ministère de la Coopération de juin 1969 déjà cité ait défini le rôle des fondations et autre agences comme des instruments de formation des élites politiques des pays visés dans le but de conformer les attitudes et décisions de ces élites aux intérêts nationaux de l'Allemagne. C'est bien pour cela que les fondations ont comme cibles des syndicats, des partis, des mouvements, des associations et toute sorte d'individu qui peut à un moment donné jouer un rôle dans sa communauté, sa culture, son Etat. De fait, les fondations politiques jouent un rôle complémentaire de la diplomatie allemande qui sans elles ne « disposerait pas de réseau de contacts et d'éléments qui permettent de nouer des liens avec des groupes sociaux des autres pays »[12]. On comprend ainsi que l'image de l'ONG non partisane, préoccupée par le bien commun sert à masquer les vrais buts qui ne sont pas forcément ceux des partis politiques allemands, mais plutôt ceux des ministères des Affaires Etrangères et de Coopération de l'Allemagne. En 1973 face aux accusations d'ingérence des pays étrangers, le Ministère de la Coopération recommandait déjà dans un rapport interne que « le financement étatique de certains projets ne soit pas divulgué »[13]. Les fondations servent un peu de sociétés écrans qui permettent à l'Etat allemand de se distancier des problèmes politiques qu'elles peuvent créer par leur ingérence et ainsi de sauvegarder une bonne image de l'Allemagne.

Comment ça marche ? Les actions politiques concrètes et l'intérêt de l'Allemagne

Une fois la décision prise à la Commission Budgétaire du Bundestag consacrée à la politique des fondations, le Ministère de la Coopération verse l'argent aux fondations et informe le Ministère des Affaires Etrangères allemand de toutes les mesures que les fondations vont entreprendre à l'étranger. Ce ministère a aussi en charge le contrôle de la conformité des actions des fondations avec les intérêts de l'Allemagne. Les directeurs de chaque fondation rendent des rapports réguliers sur l'activité de leur fondation dans chaque pays aux départements concernés du ministère des Affaires Etrangères - Afrique, Amérique Latine, Asie et Europe de l'Est. Ainsi, la masse d'informations rassemblées par les fondations sur les organisations et acteurs politiques des pays visés est utilisée par les diplomates allemands. « Les bureaux des fondations à l'étranger envoient régulièrement des rapports à leurs centrales en Allemagne et à leurs ministères de tutelles. Ces rapports fournissent une description détaillée des partenaires à l'étranger, de leur rayonnement et de la nature des relations entretenues. Ils sont une source d'information prise en compte par les diplomates et recoupés par les avis envoyés par les ambassades » [14]. Les directeurs des fondations sont aussi associés à l'élaboration de documents stratégiques du ministère des Affaires Etrangères, surtout après 1990.

Dans le monde actuel globalisé et surtout depuis 1989, la notion « d'ingérence étrangère » d'un pays dans la politique intérieur d'un autre pays avait perdu sa connotation infamante qu'elle avait auparavant. Il semblait acquis qu'il est acceptable que certains pays possèdent des organisations puissantes servant à influencer les élites des autres pays. Cependant les changements en Amérique Latine depuis 2002 amenèrent les fondations allemandes à être accusées d'ingérence. La Chine a toujours critiqué les fondations allemandes pour leur soutien au Dalai Lama. Depuis 2005 la Russie s'est doté d'un arsenal juridique qui vise également les fondations allemandes, autant que les fondations américaines. La loi russe décidant que les associations et individus financés par des fondations

étrangères doivent se déclarer « agent de l'étranger » revient à la définition traditionnelle de la souveraineté de l'Etat qui doit à tout moment contrôler ce que les pays étrangers font sur son territoire et teinte les bénéficiaires de cet argent « étranger » du goût ancien de l'infamie. La question est encore plus brûlante après les récents événements en Ukraine qui ont provoqué la plus grave crise internationale entre les puissances depuis 1989 puisqu'il est connu que les fondations américaines et allemandes avaient largement financé et parfois créé les partis ukrainiens pro-occidentaux (la fondation Adenauer présentait le parti UDAR de Klitschko comme son oeuvre).

Mais les fondations allemandes ont en réalité mené la même politique depuis le début, élargissant seulement le champ géographique de leurs actions. En Espagne, au Portugal et en Grèce après 1974 les contacts noués par la Fondation Ebert avec les partis socialistes ont fait qu'Ebert a largement influencé la conversion de ces partis à l'économie libérale et à l'adhésion à l'Union Européenne. Dans les années 60 et 80 la Fondation Adenauer forme et soutient financièrement et idéologiquement les leaders et militants des partis chrétiens démocrates d'Amérique Latine et de l'Europe du Sud. La Fondation Ebert agit aussi sur les syndicats tandis que la Fondation Naumann s'occupe des milieux d'affaires. Le soutien de la Fondation Ebert aux socialistes dans la révolution des œillets faisait partie de la stratégie de l'Allemagne de l'Ouest d'éviter à tout prix que les communistes n'arrivent au pouvoir au Portugal.[\[15\]](#)

Plus récemment dès novembre 2011 le ministère de la Coopération a alloué 5,4 millions d'Euros supplémentaires aux fondations pour leur action d'influence sur les révolutions arabes. Cet argent était destiné en particulier aux nouvelles associations, structures et partis créés ou sortis de la clandestinité en Tunisie, en Egypte, Algérie, Yémen, Bahreïn, Palestine et Jordanie. Cet argent a certainement aussi servi à financer les Forums Sociaux Mondiaux en Tunisie, de 2013 et 2015, et il semble peu probable que l'allocation de cette subvention spéciale et la décision prise de tenir un premier FSM en Tunisie soit une coïncidence[\[16\]](#). Il est plutôt certain que l'Allemagne a décidé de financer le Forum Social Mondial en Tunisie depuis 2011 parce que cela était conforme à ses intérêts et à ses ambitions dans cette région du monde : pousser les intérêts français pour faire de la place aux intérêts des milieux d'affaires allemands, contenir la révolution tunisienne entre le désert et la mer Méditerranée afin que l'agitation ne viennent pas contaminer l'Europe en crise, corrompre syndicats et partis de gauche afin qu'ils abandonnent toute idée d'indépendance et de souverainisme à l'image de Tsipras en Grèce. De plus, la formation massive en Tunisie de jeunes chômeurs, d'étudiants, de jeunes salariés, de travailleurs du secteur public au mode de fonctionnement et aux principes de l'Etat allemand (subsidiarité, décentralisation, régionalisation, dialogue entre patrons et salariés plutôt que grève, acceptation des structures religieuses comme acteurs de la vie politique plutôt que laïcité) met en oeuvre une stratégie qui a déjà fait ses preuves en Pologne dans les années 1989-1995, une stratégie qui a parfaitement profité aux intérêts de l'Allemagne et devrait donc logiquement permettre une plus grande expansion de ses intérêts en Afrique du Nord.

L'exemple du « régime change » et l'influence des fondations en Pologne depuis 1980

En 1972 est signé l'accord bilatéral historique entre la Pologne Populaire et l'Allemagne de l'Ouest. L'accord aboutit à la reconnaissance mutuelle de ces Etats, à l'acceptation par l'Allemagne de la frontière Oder-Neisse, à la reconnaissance symbolique par Willy Brandt de la responsabilité de l'Allemagne dans l'hécatombe de la 2^e Guerre Mondiale (la fameuse scène de Brandt à genoux devant le monument à la mémoire des insurgés du Ghetto de Varsovie en décembre 1972) et ouvre la voie à la reconnaissance par la RFA de la RDA - c'est la célèbre Ostpolitik de Willy Brandt. Dès les années 70 la fondation Ebert entreprend donc de travailler en Pologne. En 1971 elle y envoie Klaus Reiff, journaliste et salarié de la fondation. Reiff noue habilement des liens avec des professeurs de l'Instytut Zachodni (Institut Occidental, important centre de recherche sur l'histoire des relations germano-polonaise fondé par le Ministère des Affaires Etrangères polonaises après la guerre), du PISM (Polski Instytut Stosunków Międzynarodowych - Institut Polonais des Recherches internationales, centre de recherche en politiques étrangères dépendants de l'Académie des Sciences) et de l'Institut du Journalisme de Varsovie. En 1979 Reiff devient un ami

proche de Mieczyslaw Rakowski. Rakowski n'est pas n'importe qui, mais le rédacteur en chef de l'important et influent hebdomadaire « Polityka ». Cet hebdomadaire est une référence au sein de l'élite de la gauche pro-communiste polonaise, libre de ton et partisan officieux d'un dialogue avec Solidarnosc après l'état de siège en 1981. Rakowski devient en 1987 le dernier premier ministre de l'Etat communiste. Dans ces temps sensibles, le gouvernement allemand soutient ouvertement Solidarnosc en dépit de l'accord polono-allemand de 1972 et Reiff est alors employé de l'ambassade allemande en Pologne[17].

Dès 1980 la fondation Ebert accorde de nombreuses bourses pour de jeunes Polonais afin qu'ils fassent leurs études supérieures en Allemagne de l'Ouest. Elle rassemble aussi des informations sur les dissidents polonais et les dirigeants et militants du Parti communiste polonais favorables aux « réformes » de « régime change ». 255 étudiants polonais sont bénéficiaires de bourses d'études de la part d'Ebert de 1980 à 1989. On comprend ainsi facilement que la fondation Ebert, et derrière elle le SP, ont joué un rôle fondamental dans le tournant idéologique néolibéral des jeunes dirigeants du Parti Ouvrier Unifié Polonais (PZPR), et donc dans la conversion néolibérale, européiste et atlantiste de Aleksander Kwasniewski, ministre de la jeunesse dans le dernier gouvernement communiste de Rakowski en 1987-89, chef du SDL, parti socialiste héritier du PZPR. Aleksander Kwasniewski a été président de la République de Pologne de 1995 à 2005.

Pendant la durée mouvement Solidarnosc, de septembre 1980 à décembre 1981 et après la déclaration de la loi martiale par le général Jaruzelski et la délégalisation de Solidarnosc, la fondation Adenauer s'occupait des dissidents polonais issus de Solidarnosc et proches de l'Eglise catholique. Elle a notamment aidé, invité en Allemagne et formé Tadeusz Mazowiecki, devenu premier ministre après les premières élections partiellement libres du 4 juin 1989.[18] La fondation Ebert n'est pas en reste et comprenant l'importance politique de l'Eglise polonaise, elle noue dès 1981 des contacts avec l'épiscopat polonais. Klaus Reiff écrit alors « La lutte pour le pouvoir en Pologne a déjà commencé »[19]. En fait elle fut gagnée par les fondations allemandes avec une déconcertante facilité puisque grâce aux contacts existants depuis 10 ans, « les parlementaires polonais, élus dans le premier scrutin ouvert à la compétition, le 4 juin 1989, recherchaient des contacts en Allemagne par la biais des canaux familiers de la fondation ».[20]

Dans la gigantesque « transformation » capitaliste polonaise (mais aussi est allemande pendant ce même temps) les fondations allemandes sont aux avant-postes : elles forment des centaines, des milliers de dirigeants polonais - des députés, des journalistes, des conseillers municipaux, des chercheurs, des étudiants- à « la démocratie et l'économie du marché », selon une expression sanctifiée par cette époque. Elles influencent ainsi énormément les programmes politiques des nouveaux partis polonais. Il est fréquent que les députés polonais fraîchement élus dans les élections législatives en 1991 suivent le matin un cours d'une fondation et le écrivent l'après midi la loi à laquelle le cours était consacré. Les médias présentent alors massivement l'Allemagne comme le seul modèle valable à suivre, le plus abouti, le plus réussi en Europe. Maintenant que nous savons que ces mêmes journalistes suivaient les cours des fondations, nous pouvons mettre en doute leur objectivité et leur impartialité face à une telle pression. Cependant de nombreux chercheurs, professeurs éminents répétaient ces éléments idéologiques en toute innocence : l'époque était telle que tout ce qui portait l'épithète de « démocratique » et venait de l'Occident devait être juste et bon[21].

Dès 1989 les fondations de la droite allemande s'installent alors en Pologne (Naumann, Hans Seidel), les fondations des entreprises allemandes (Thyssen, Krupp) suivent de près tandis que les fondations américaines financent de très larges milieux des nouvelles élites, politiques économiques, médiatiques. Les fondations Carnegie, Rockefeller, Soros (sous le nom de Stefan Batory) mènent leur propre politiques en créant des structures de types think thank, des partis politiques, des magazines, des télévisions, des associations patronales etc. L'Union Européenne crée alors sa propre structure financée par la Commission Européenne la Fondation Robert Schumann. La Pologne devient un test grandeur nature de la nouvelle politique tous azimuts de ces organisations. La libéralisation et la privatisation rapide du marché de l'éducation leur permet de s'installer dans le segment de la formation des élites - par exemple la Fondation Adenauer finance directement la célèbre université catholique de Lublin dépendante de l'Eglise catholique, ainsi que l'Université Catholique de Varsovie existant auparavant sous le nom d'Institut de

Théologie de Varsovie.

Les fondations créent de toutes pièces des partis politiques qui n'existaient pas dans la société polonaise, financent et forment leurs militants et leurs membres. Par exemple le KLD, Kongres Liberalno-Demokratyczny (Congrès Libéral Démocratique) dont est issu Donald Tusk, a été créé en 1991 par l'Institut d'Etudes du Marché de Gdansk, une fondation entièrement dans les mains de la Fondation Adenauer[22]. Lorsque les dirigeants des partis, dont celui de KLD, perdent les élections en 1993, ils sont immédiatement employés dans des instituts fondés et financés par les fondations allemandes[23]. Cela permet au ministère des Affaires Etrangères allemands de les garder de côté et les préparer tranquillement à reprendre le pouvoir sans qu'ils aient besoin de gagner leur vie dans le dur système néolibéral qu'ils venaient justement de créer pour le peuple polonais ! D'autres institutions, mi centres de recherche, mi think tank, mi partis ont été créés par la Fondation Adenauer : Le Centre des Recherches Internationales (Centrum Stosunkow Miedzynarodowych, dirigé par Janusz Reiter, ambassadeur de la Pologne en Allemagne de 1989 à 1995), l'Institut des Affaires Publiques (Instytut Spraw Publicznych, dirigé par Leszek Balcerowicz, le « chichago boy » polonais et exécutant de la stratégie du choc du FMI et de la Banque Mondiale en 1989). Le Centre a aussi formé Aleksander Smolar, qui devient directeur de la Fondation Soros en Pologne, appelée en Pologne Fondation Stefan Batory.

Petit à petit, après une période de confusion et d'action tous azimuts, les fondations se spécialisent et se partagent le territoire de la Pologne. Les fondations de droite dont surtout Adenauer gardent la main sur les milieux chrétiens, conservateurs, ultralibéraux et libéraux tandis qu'Ebert s'intéresse aux milieux féministes et aux syndicats. La fondation Ebert finance depuis 1990 la thématique du genre et du féminisme à l'Institut de Sociologie de l'Université de Varsovie. Ce n'est pas un hasard : c'est bien dans ce milieu qu'est né le mouvement féministe polonais moderne, en mai 1989 en réaction au premier projet de loi criminalisant l'avortement. A l'époque ce mouvement polonais qui organise de puissantes manifestations et une pétition de 1,5 million de signatures pour un référendum sur l'avortement n'a aucun lien avec les milieux féministes allemands et certainement pas avec les fondations. Il est plutôt proche du mouvement laïque Neutrum qui réclame le retrait de la directive du ministère de l'éducation instaurant l'éducation religieuse dans les écoles publiques en août 1990 et plus tard l'abolition du concordat donnant d'immenses privilèges au Vatican en Pologne. Même s'il n'est pas certain qu'Ebert ou Adenauer aient directement joué un rôle dans l'interdiction définitive de l'IVG en Pologne le 7 janvier 1993, ce qui est sûr est que le financement de programmes « genre » dans les universités polonaises a considérablement assagit le mouvement féministe polonais dès 1994 et l'a détourné notamment de la lutte pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat privilégiant les thématiques de parité et d'identité.

La Fondation Ebert met sur pied par contre tout un programme de formation des syndicalistes polonais au « dialogue social » cher à la conception allemande du capitalisme, aussi bien dans Solidarnosc que dans OPZZ, le syndicat post-communiste. Le but est de faire des syndicalistes des « partenaires prévisibles » sachant que ce qui est surtout en jeu est la continuation de la main-mise par les multinationales occidentales et notamment allemandes sur l'outil de production polonais par le biais des privatisations. En 1991, 1992, 1993, Solidarnosc et les autres syndicats appellent plusieurs fois à des grèves générales contre les privatisations. Ces grèves n'aboutissent jamais et ne prennent pas une ampleur suffisante pour renverser le rapport de forces en faveur de la classe ouvrière polonaise. En effet, les dirigeants syndicaux sont passés par des formations leur apprenant à « éteindre » une grève par une négociation parcellaire sur des détails et à dépolitiser le débat économique. Certains d'entre eux deviennent députés, ministres, hauts fonctionnaires comme Zbigniew Bujak, le leader de Solidarnosc en clandestinité (Bien qu'opposé au capitalisme en 1991, Bujak finit par taire ses critiques en devant le directeur des Douanes). Du haut de ces positions politiques, les anciens ouvriers et techniciens n'ont plus aucun scrupule à profiter du nouveau système abandonnant la classe ouvrière au nouveau système ultralibéral[24].

Les fondations allemandes ont pour objectif de soutenir les analyses politiques et économiques en termes de « dialogue inter-partisan » et poussent leurs protégés à abandonner toute référence à la lutte des classes, l'analyse marxiste ou même l'analyse de la chose politique en termes de souveraineté nationale. Elle forment directement des

politiques célèbres comme Jan Maria Rokita (député et ministre), Andrzej Olechowski (ministre des affaires étrangères 1993-95), Donald Tusk (premier ministre de 2010 à 2014, actuel président de l'UE), Pawel Piskorski, (dirigeant du syndicat étudiant indépendant NZS à la Faculté d'Histoire de l'Université de Varsovie en 1987-90, député libéral en 1991 à 23 ans, Maire libéral de Varsovie de 1999 à 2002 et eurodéputé), Jacek Saryusz Wolski, (négociateur polonais pour l'adhésion à l'UE et ministre)[25].

Et bien d'autres, plus jeunes, sortent formés et prêts à prendre les rênes des institutions polonaises pour continuer la politique qui réussit si bien à l'Allemagne, les USA et l'UE depuis 1989. La fondation Ebert forme également un politique bien plus chevronné et influent : Leszek Miller, leader des Sociaux Démocrates, premier ministre pendant la négociation finale de l'entrée de la Pologne dans l'UE de 2001 à 2005. C'est que les fondations créent rapidement des « écoles de jeunes leaders » pour les partis politiques polonais, financent ces structures et invitent les jeunes polonais prometteurs à des stages en Allemagne[26].

Les « petites » fondations eurent également un impact énorme sur leur cible d'action. La Fondation Heinrich Böll a créé un parti des Verts ensemble avec des féministes polonaises comme Agnieszka Graff et Agnieszka Grzybek. Les contacts existaient bien avant puisque la Fondation avait déjà financé des initiatives féministes comme le Centre des Femmes (Centrum Kobiet).

(Cette partie de l'exposé est basé entièrement sur l'expérience de l'auteure de l'article et non sur le livre de Dorota Dakowska).

La Fondation Rosa Luxemburg arrive en Pologne en 2005. Elle y est dirigée par un Allemand, Holger Politt. Elle finance alors, dès 2006, des conférences scientifiques de gauche comme celle tenue par les milieux laïques à Kuznica na Helu à laquelle j'ai participé en octobre 2006. La Fondation publie des livres dont les articles de cette rencontre. Très vite la fondation commet des erreurs politiques majeures qui divisent la gauche polonaise renaissante et elle est vite perçue en Pologne comme un facteur de désintégration, presque comme une organisation coloniale venue de l'Allemagne. La Fondation Rosa Luxemburg finance des publications d'intellectuels de gauche, comme les livres de Maria Szyszkowska, présidente du Parti Socialiste et Laïque Racja, à condition toutefois que ces personnalités se conforment aux directives de la fondation. Par exemple, en échange de ce soutien, la fondation exige du parti RACJA en 2008 la collaboration avec les milieux socio-libéraux et une rupture de relations avec le Parti Polonais du Travail et le syndicat Août 80 alors en pleine expansion qui collabore avec la 4ème Internationale et le NPA français. Pis, la fondation Rosa Luxemburg de Pologne, emmené par l'intransigeant Holger Politt, excommunié, lance une campagne de diffamation dans les milieux de la gauche européenne altermondialiste à l'encontre de Boguslaw Zietek, le leader du PPP et d'Août 80. Elle le désigne partout comme « fasciste » et interdit à de nombreuses organisations d'inviter les militants de ce parti et ce syndicat. Par exemple, la Fondation Rosa Luxemburg a interdit au Parti de la Gauche Européenne d'inviter une militante féministe du PPP à un séminaire que j'organisais pour le Congrès du PGE à Prague en novembre 2007 dans le cadre du réseau féministe El Fem. J'ai personnellement vu Holger Politt physiquement attaquer un militant du syndicat d'Août 80 présent à ce congrès en tant que journaliste. Politt voulait le chasser du Congrès mais n'a pas pu le faire car ce militant polonais possédait une carte de presse. Cependant la tension était à son comble.

La Fondation Rosa Luxemburg s'est rendu coupable d'autres manipulations qui ont durablement affaibli la gauche polonaise renaissante : elle a influencé la scission violente d'ATTAC Pologne et l'expulsion de cette association des militants proche d'Août 80. Elle a manœuvré pour empêcher l'adhésion au Parti de la Gauche Européenne comme membres observateurs des deux partis, RACJA et le PPP, en imposant à contrario l'admission d'une organisation socio-libérale et carriériste, les Jeunes Socialistes. Le PGE a refusé l'adhésion des deux partis, pourtant bien plus sérieux et solides, au prétexte que les Jeunes Socialistes déjà admis en son sein s'y opposaient ! Las de cette activité destructrice de cette institution censée représenter la gauche anti-capitaliste allemande, quelques militants polonais dont moi-même avons fait appel à des députés de die Linke de notre connaissance afin de leur demander d'intercéder auprès de la direction de la Fondation à Berlin, de demander que cessent ces attaques et que Politt soit

renvoyé de Pologne. Il est intéressant de voir que c'est à cette occasion que nous avons pu voir que les députés eux même, hauts responsables de die Linke, furent impuissants à changer la stratégie et les décisions de la fondation Rosa Luxemburg. Il apparut que le parti ne contrôlait pas sa propre fondation. Maintenant nous savons pourquoi : parce que les fondations réalisent toujours les stratégies des ministères des Affaires Etrangères et de Coopération allemand et pas toujours de leur parti. Finalement Holger Politt a fini par être renvoyé mais remplacé par son adjointe Joanna Gwiazdecka, particulièrement haïe dans les milieux de la gauche polonaise pour son suivisme aveugle vis-à-vis de Politt dans les années précédentes. La seule victoire fut que la Fondation décida de ne plus se concentrer sur la Pologne et elle déporta son attention vers les Balkans ou jusqu'à présent elle ne commit pas les erreurs faites en Pologne.

Dans les Balkans la fondation Rosa Luxemburg a financé la partie politique du Subversive Festival de Zagreb, le Forum des Balkans, en 2012 et 2013. Actuellement elle travaille à la création d'un parti de gauche de type « Syriza » en Serbie et Bulgarie, ce qui depuis des décennies de défaite de la gauche dans ces pays apparaît très attractif pour de nombreux jeunes militants issus des nouveaux mouvements sociaux de 2011 en Serbie et 2013 en Bulgarie. Mais d'autres estiment déjà que la stratégie de la fondation ne correspond pas aux besoins réels des peuples des Balkans et est source de division et non d'unification.

Le rôle des fondations allemandes dans la construction des fondations politiques européennes

Les fondations allemandes de part leur énorme réseau politique jouent un rôle important dans le processus d'adhésion des pays de l'Est à l'Union Européenne. Par la suite, forte de cette expérience des arcanes de la bureaucratie bruxelloise, elles organisent un lobbying intensif en vue de créer des fondations politiques au niveau européen, sur le modèle d'elles mêmes. Elles y parviennent en 2007 : le règlement 1524/2007 de la Commission Européenne décide que les fondations politiques européennes ont pour mission de favoriser l'intégration européenne, qu'elles sont financées par la Commission et qu'elles doivent réaliser ainsi la politique de leur parti politique européen respectif. Dès 2006 les fondations allemandes organisent un Réseau Européen de Fondations Politiques dans lequel elles sont les plus riches et les plus fortes. D'ailleurs c'est toujours un Allemand qui se trouve à la tête de chaque fondation politique européenne, à l'exception de la franco-autrichienne Elisabeth Gauthier qui est à la tête de la Fondation Transform, qui fait office de fondation officielle pour le Parti de la Gauche Européenne depuis 2007. La Fondation Ebert est à l'origine de la Fondation Européenne des Etudes Progressistes, créée en 2008, la Fondation Adenauer possède le Centre des Etudes Européennes, la Fondation Böll a créé la Fondation Européenne Verte et la Fondation Naumann le Forum Européen Libéral. Les financements, salariés et bureaux proviennent tous de la Commission Européennes.[\[27\]](#)

Conclusion

En conclusion il convient de reproduire quelques chiffres : en 2010 la Fondation Adenauer a obtenu 125 millions d'Euros de budget, possède 80 filiales dans le monde, dirige des projets dans 120 pays et emploie 563 salariés. La Fondation Ebert a reçu 149 millions d'Euros, emploie 620 salariés, possède 110 filiales et dirigent des projets dans 110 pays. La Fondation Naumann reçoit 46 millions d'Euros, salarie 188 personnes, possède 44 filiales et dirige 100 projets dans le monde. La Fondation Heinrich Böll reçoit 50 millions d'Euros, salarie 278 personnes dans le monde dans 52 filiales et dirige des projets dans 72 pays. La Fondation Rosa Luxemburg reçoit 30 millions d'Euros, emploie 134 personnes dans 14 filiales dans le monde et dirige des actions dans 50 pays. Enfin, la Fondation Hans Seidel a reçu 46 millions d'Euros, salarie 182 personnes dans 29 pays.[\[28\]](#)

Indéniablement ce partage du spectre politique ressemble plus au fonctionnement d'une multinationale qu'à celui d'une association militant pour le bien commun.

La question clé est : qui, quelle organisation dans le monde peut rivaliser avec pareille puissance financière et organisatrice ? Une réponse à cette question permettrait d'avoir enfin une stratégie de résistance..

[1] P.12, Dorota Dakowska, « Le pouvoir des fondations, des acteurs de la politique étrangère allemande », Presses Universitaires de Rennes, 2014

[2] P.33 op cit.

[3] P.34 ; op ;cit

[4] P.39 op.cit

[5] P.43, op.cit, note de bas de page N°40

[6] P.45, op.cit, « Gemeinsame Erklärung », 1998, KAS, FES, FNS, HSS, HBS

[7] P. 88 , 89 de nombreux exemples en sont donnés pour l'Afrique et l'Amérique Latine. Par exemple la Fondation Ebert a financé la campagne du Parti Progressiste Voltaïque en 1978 au Burkina Faso, p ; 89.En 1988 la Fondation Adenauer a financé et formé des militants chrétiens démocrates appelant à voter contre Pinochet. Au Portugal la fondation Ebert a financé la formation de militants socialiste dans la fondation José Fontana et Antonio Sergio en 1975, p.90

[8] P. 79, note 3 « BMZ, Bericht über die Förderung der gesellschaftspolitischen Bildung in den Entwicklungsländer", (Rapport sur la promotion de l'éducation politique dans les pays en voie de développement", Kap.2302, tit.686, Bonn, juin 1969, p.2, Archives courantes du BMZ

[9] P.62-69

[10]-Â»

https://histoireetsociete.wordpress.com/2017/12/22/les-fondations-allemandes-instrument-dun-imperialisme-particulie-r-dans-un-monde-globalise-par-monika-karbowska/#_ftnref10] P. 78, op. cit, chapitre « la place des fondations dans l'administration corporatiste allemande ».

[11]-Â»

https://histoireetsociete.wordpress.com/2017/12/22/les-fondations-allemandes-instrument-dun-imperialisme-particulie-r-dans-un-monde-globalise-par-monika-karbowska/#_ftnref11] P. 78 dernière ligne, op.cit

[12]-Â»

https://histoireetsociete.wordpress.com/2017/12/22/les-fondations-allemandes-instrument-dun-imperialisme-particulie-r-dans-un-monde-globalise-par-monika-karbowska/#_ftnref12] Rapport BMZ, 1973, p.13, 14 cité p. 80, op.cit.

[13]-Â»

https://histoireetsociete.wordpress.com/2017/12/22/les-fondations-allemandes-instrument-dun-imperialisme-particulie-r-dans-un-monde-globalise-par-monika-karbowska/#_ftnref13] P.81, op .cit

[14]-Â»

https://histoireetsociete.wordpress.com/2017/12/22/les-fondations-allemandes-instrument-dun-imperialisme-particulie-r-dans-un-monde-globalise-par-monika-karbowska/#_ftnref14] P.84, ligne 12, op.cit

[15]-Â»

https://histoireetsociete.wordpress.com/2017/12/22/les-fondations-allemandes-instrument-dun-imperialisme-particulie-r-dans-un-monde-globalise-par-monika-karbowska/#_ftnref15] P. 90 en haut de la page

[16]-Â»

https://histoireetsociete.wordpress.com/2017/12/22/les-fondations-allemandes-instrument-dun-imperialisme-particulie-r-dans-un-monde-globalise-par-monika-karbowska/#_ftnref16] P.90, dernière ligne et note N°19

[17]-Â»

https://histoireetsociete.wordpress.com/2017/12/22/les-fondations-allemandes-instrument-dun-imperialisme-particulie-r-dans-un-monde-globalise-par-monika-karbowska/#_ftnref17] P.p.95, op ;cit

[18]-Â»

https://histoireetsociete.wordpress.com/2017/12/22/les-fondations-allemandes-instrument-dun-imperialisme-particulie-r-dans-un-monde-globalise-par-monika-karbowska/#_ftnref18] P.100-103, op.cit

[19] P. 103, note N°20, fonds Reiff, 1989

[20] P. 104 haut de page, op.cit

[21] P.105 « Dès 1989 le recours aux fondations politiques s'imposa. Les ministères fédéraux les considéraient comme des instruments utiles pour compléter da coopération technique et financière par une action ciblée sur les structures politiques et sociales à savoir les partis politiques et les gouvernements, les syndicats et autres groupes d'intérêt, les médias, et les centres de recherche. Assurer un passage pacifique à la démocratie et l'économie de marché fut une priorité de la politique étrangère allemande motivée par la préservation de la stabilité dans la région ».

[22] P.108, op.cit

[23] En septembre 1993 le peuple polonais excédée par les privatisations massives, le chômage, la misère, la destruction de l'Etat et du tissu industriel vote le retour des communistes en donnant une majorité à la coalition du SDL (post communiste) et du Parti Paysan (ex allié communiste) dans l'espoir de revenir à une politique plus raisonnablement social démocrate et moins destructrice de la société. Hélas, les dirigeants de ces partis avaient déjà pris le tournant néolibéral entre autre grâce aux fondations et ils continuent la transformation néolibérale.

[24] P. 111-112, op. cit

[25] P. 117, encadré, op.cit

[26] P.120 - 123, op.cit

[27] P. 188-191 ; op ; cit

[28] P.199., op.cit